



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 2 mars 2001

APERÇU

◆ La balance commerciale atteint un niveau record en 2000

Le Canada a enregistré un excédent record de 54,5 milliards de dollars en 2000 au chapitre du commerce international de marchandises. Les exportations à destination des États-Unis ont augmenté à un rythme plus de deux fois supérieur à celui des importations.

◆ 2000 a été une bonne année pour les détaillants

Les ventes au détail ont progressé de 6,3 % en 2000, ce qui représente la troisième plus importante progression annuelle des 10 dernières années. En décembre, les ventes se sont accrues de 0,9 % grâce aux secteurs de l'alimentation et des marchandises diverses.

◆ Les ventes en gros ne varient presque pas

Les ventes des grossistes sont demeurées pratiquement inchangées en décembre, mais leurs stocks ont continué d'augmenter. En conséquence, le ratio des stocks aux ventes s'est accru, atteignant un niveau que l'on n'avait pas vu depuis mars 1999.

◆ Important investissement direct étranger en décembre

Les opérations en valeurs mobilières anormalement élevées en décembre sont le résultat de l'acquisition d'une importante compagnie canadienne par un investisseur étranger. Les transactions de capitaux associées à cette acquisition se contrebalancent entièrement.

◆ La mise en place de la technologie informatique favorise la formation connexe

Près du quart de tous les établissements, représentant plus du tiers des employés rémunérés, ont fait d'importants investissements dans de nouvelles technologies informatiques en 1999. Ces investissements ont donné lieu à un essor de la formation liée à l'informatique plutôt qu'à des taux accrus de congédiement ou à un ralentissement de la croissance de l'emploi.

◆ Les dépenses en installations et en équipement ralentissent

En 2001, les investissements privés et publics, y compris dans l'habitation, devraient augmenter de 1,7 %. Pour les installations et l'équipement, les investissements devraient se stabiliser, en partie à cause de l'achèvement de grands projets d'immobilisations.

La balance commerciale atteint un niveau record en 2000

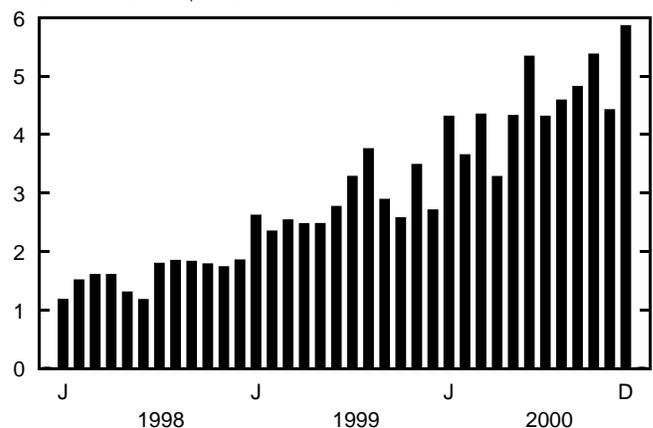
Le Canada a enregistré un excédent record de 54,5 milliards de dollars en 2000 au chapitre du commerce international de marchandises. Cet excédent est nettement plus élevé que le niveau record précédent de 42,4 milliards de dollars enregistré en 1996. À lui seul, l'excédent commercial vis-à-vis des États-Unis a atteint 92,1 milliards de dollars, comparativement à 60,1 milliards de dollars en 1999. Le déficit avec le reste du monde s'est établi à 37,6 milliards de dollars.

En 2000, les entreprises canadiennes ont exporté 417,7 milliards de dollars de marchandises dans le monde, en hausse de 15,8 % par rapport à 1999. Parallèlement, les importations ont augmenté de 11,1 % pour s'établir à 363,2 milliards de dollars. Environ 86 % des exportations étaient destinées aux États-Unis et 74 % des importations provenaient de ce pays. Les exportations vers les États-Unis se sont accrues de 16,2 %, alors que les importations en provenance de ce pays ont enregistré une hausse de seulement 7,3 %.

La valeur des exportations de produits énergétiques a grimpé de 76,8 % en 2000, pour dépasser 52,5 milliards de dollars. Les

Balance commerciale

Milliards de dollars, données désaisonnalisées



(suite à la page 2)



... La balance commerciale atteint un niveau record en 2000

livraisons de pétrole brut et de gaz naturel, destinées entièrement aux États-Unis, ont représenté près des trois quarts de cette hausse, le reste étant attribuable aux exportations d'électricité. Les exportations de machines et d'équipement ont atteint une valeur record de 105,6 milliards de dollars, en hausse de 22,8 %. Il s'agissait principalement de matériel de technologie de pointe et de télécommunications. Par contre, les exportations de produits de l'automobile sont restées pratiquement inchangées à 96,3 milliards de dollars.

En matière d'importations, la plus forte hausse en 2000 a été observée dans le cas des produits énergétiques (+65,8 %), qui ont atteint une valeur de 17,8 milliards de dollars. Pour leur part, les importations de machines et d'équipement ont progressé de 13,5 %. Quant aux importations de produits de l'automobile, elles n'ont augmenté que de 2,0 % par rapport à 1999.

Commerce de marchandises, 2000

Données désaisonnalisées

	Millions de dollars	Variation annuelle en %
Exportations totales	417 657	15,8
Produits de l'agriculture et de la pêche	27 575	7,8
Produits énergétiques	52 539	76,8
Produits forestiers	41 379	5,8
Équipement et biens industriels	64 611	12,5
Machines et équipement	105 573	22,8
Produits de l'automobile	96 298	0,8
Autres biens de consommation	14 668	8,9
Transactions spéciales commerciales ¹	7 979	8,6
Autres ajustements de la balance des paiements	7 032	8,6
Importations totales	363 162	11,1
Produits de l'agriculture et de la pêche	18 568	5,2
Produits énergétiques	17 753	65,8
Produits forestiers	3 064	11,8
Équipement et biens industriels	70 460	13,4
Machines et équipement	122 740	13,5
Produits de l'automobile	77 406	2,0
Autres biens de consommation	40 079	8,5
Transactions spéciales commerciales ¹	6 500	2,8
Autres ajustements de la balance des paiements	6 593	5,8

1. Principalement les transactions de faible valeur, les coûts de réparation des équipements et les marchandises retournées vers le pays d'origine.

Sur une base mensuelle, le Canada a terminé l'année en décembre avec un excédent commercial record de 5,8 milliards de dollars. Les exportations ont augmenté de 3,7 % pour totaliser 36,8 milliards de dollars, tandis que les importations ont diminué de 0,4 % pour descendre à 31,0 milliards de dollars.

Les exportations de produits énergétiques ont atteint un niveau record de 6,4 milliards de dollars en décembre, en hausse de 40,7 % par rapport à novembre, grâce aux exportations records de gaz naturel et d'électricité. Les exportations de machines et d'équipement ont aussi atteint une valeur record de 9,7 milliards de dollars, en hausse de 8,2 %, stimulées par les exportations de matériel de télécommunications, en particulier celles de composants à fibres optiques, ainsi que par les exportations records de machines et d'équipement de bureau. Pour leur part, les exportations d'aéronefs complets et de moteurs et de pièces d'aéronefs ont augmenté de 20,4 %. À l'opposé, les exportations de véhicules automobiles ont chuté de 12,0 %, à la suite d'un ralentissement de la production.

Du côté des importations, celles de produits de l'automobile se sont accrues de 1,4 % en décembre, sous l'effet d'une hausse des importations de voitures particulières et de châssis ainsi que de camions. Par contre, les importations de pièces de véhicules automobiles ont diminué pour un quatrième mois de suite. La production de voitures particulières et de camions a ralenti au cours du dernier trimestre de 2000, ce qui a réduit la demande de pièces importées. Par ailleurs, les importations de machines et d'équipement de bureau ont progressé de 4,8 %, puisque la demande d'ordinateurs portatifs et de pièces d'ordinateurs est restée forte.

Les importations de biens industriels ont diminué de 3,3 % en décembre. La valeur des importations de métaux tirés de minerais, comme le cuivre et le zinc, a fléchi de 29,3 %. Les importations de barres, de tiges et de plaques d'acier ont chuté de 11,5 %. Après avoir atteint un sommet en novembre, les importations de produits chimiques et de produits en plastique ont reculé de 5,2 %, à cause surtout de la baisse des importations de produits chimiques organiques.

Le numéro de décembre 2000 de Commerce international de marchandises du Canada (Internet : 65-001-XIB, 14 \$ / 141 \$; papier : 65-001-XPB, 19 \$ / 188 \$) contient des tableaux ventilés par groupe de marchandises et par pays, sur une base douanière. Les données du compte courant sont publiées tous les trimestres dans Balance des paiements internationaux du Canada (Internet : 67-001-XIB, 29 \$ / 93 \$; papier : 67-001-XPB, 38 \$ / 124 \$). Pour plus de renseignements, communiquez avec Jocelyne Elibani au (613) 951-9647 ou composez sans frais le 1 800 294-5583, Division du commerce international. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 9.)

2000 a été une bonne année pour les détaillants

Les ventes au détail ont augmenté de 0,9 % en décembre, pour atteindre une valeur de 23,7 milliards de dollars. Cette progression fait suite à quatre mois au cours desquels les ventes n'ont pratiquement pas varié. Les magasins d'alimentation et les magasins de marchandises diverses ont bénéficié d'une hausse des dépenses des consommateurs, qui se préparaient pour la période des fêtes.

Dans les magasins d'alimentation, plus de la moitié de la croissance des ventes de 2,5 % s'explique par une hausse des prix. Pour leur part, les magasins de marchandises diverses (+2,4 %) ont profité de l'ouverture des grands magasins. Le secteur de l'automobile a affiché la seule autre progression importante (+0,4 %), laquelle est attribuable avant tout à l'augmentation des ventes des magasins de pièces, d'accessoires et de services pour véhicules automobiles.

Les ventes au détail se sont accrues de 6,3 % en 2000, ce qui représente la troisième plus importante progression annuelle des 10 dernières années. Au cours de la décennie, seules les hausses observées en 1997 (+7,7 %) et en 1994 (+7,0 %) ont excédé celle enregistrée l'an dernier.

Tous les secteurs du commerce de détail ont connu une hausse de leurs ventes en 2000. Pour une troisième année consécutive, le secteur du meuble a connu la plus forte augmentation (+10,7 %), grâce aux programmes d'incitations au crédit ainsi qu'à la vigueur du marché de l'habitation. Le secteur de l'automobile a enregistré sa plus forte progression des ventes des trois dernières années (+8,7 %), stimulé par les ventes des stations-service.

Les autres secteurs de la vente au détail ont affiché des progressions plus modestes. Les détaillants du secteur de l'habillement ont connu leur plus forte hausse des six dernières années (+5,5 %). En dépit d'une période des fêtes vigoureuse, les détaillants du secteur des marchandises diverses ont enregistré une croissance relativement faible de leurs ventes (+4,4 %), en partie à cause de la fermeture définitive d'un grand magasin important au cours de l'automne 1999. Les ventes des magasins d'alimentation ont augmenté de 4,0 %, une hausse qui est presque deux fois plus importante que celle de 2,1 % observée en 1999. Dans le cas des pharmacies, la progression de ventes a été plus faible en 2000 (+2,1 %) qu'en 1999 (+3,0 %).

Ventes au détail par secteur

	1999	2000	1999 à 2000
	Millions de dollars		Variation en %
Ensemble des ventes au détail	260 691	277 151	6,3
Meubles	13 654	15 122	10,7
Véhicules automobiles	102 315	111 176	8,7
Vêtements	14 334	15 116	5,5
Magasins de détail non classés ailleurs	28 174	29 594	5,0
Magasins de marchandises diverses	29 990	31 306	4,4
Aliments	58 889	61 217	4,0
Pharmacies	13 335	13 620	2,1

Note aux lecteurs

Afin de présenter une analyse par province et par secteur, toutes les comparaisons annuelles du présent article sont fondées sur la somme des estimations mensuelles non désaisonnalisées. Le reste de l'analyse est fondé, comme à l'habitude, sur des estimations désaisonnalisées.

Ventes au détail par province et territoire

	1999	2000	1999 à 2000
	Millions de dollars		Variation en %
Canada	260 691	277 151	6,3
Terre-Neuve	4 223	4 495	6,4
Île-du-Prince-Édouard	1 157	1 238	7,1
Nouvelle-Écosse	8 160	8 506	4,3
Nouveau-Brunswick	6 608	6 910	4,6
Québec	60 766	63 574	4,6
Ontario	99 150	106 312	7,2
Manitoba	9 023	9 404	4,2
Saskatchewan	7 735	8 110	4,9
Alberta	29 324	31 923	8,9
Colombie-Britannique	33 672	35 755	6,2
Yukon	329	344	4,4
Territoires du Nord-Ouest	371	396	6,8
Nunavut	174	185	6,4

Parmi les provinces, l'Alberta venait en tête du classement en 2000, ayant enregistré une hausse de 8,9 % de ses ventes au détail. Il s'agit de sa deuxième plus forte progression annuelle des 10 dernières années. Tous les secteurs, à l'exception des pharmacies, ont enregistré une augmentation d'au moins 6 %. En Ontario, les consommateurs ont augmenté de 7,2 % leurs dépenses dans les magasins de la vente au détail. Cette hausse est semblable à celles que l'on a observées au cours des trois années précédentes.

Les ventes ont également été supérieures à la moyenne nationale à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut. Dans ces deux territoires, la vigueur des ventes pourrait s'expliquer en partie par la force de l'économie locale et par une importante croissance démographique.

En Colombie-Britannique, de fortes ventes dans le secteur de l'automobile ont fait augmenter l'ensemble des ventes au détail de 6,2 %. Il s'agit de la croissance des ventes la plus marquée depuis 1995 dans cette province. Au Québec, les ventes se sont accrues de 4,6 %. Les ventes des magasins de meubles ont progressé à peu près au même rythme qu'ailleurs au pays, mais celles du secteur de l'automobile ont augmenté plus faiblement que dans la plupart des autres provinces.

Le numéro de décembre 2000 de *Commerce de détail* (Internet : 63-005-XIB, 16 \$ / 155 \$; papier : 63-005-XPB, 21 \$ / 206 \$) vient de paraître. Pour commander des données ou pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (courriel : detaillantsinfo@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Paul Gratton au (613) 951-3541 (courriel : gratpau@statcan.ca), Division de la statistique du commerce.

Les ventes en gros ne varient presque pas

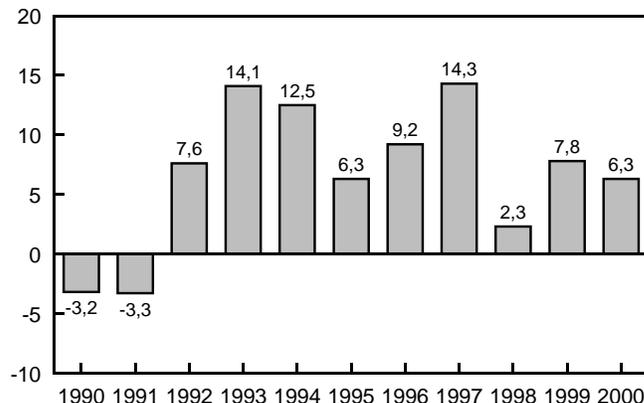
Les ventes en gros sont demeurées pratiquement inchangées en décembre (-0,1 %), pour totaliser 31,7 milliards de dollars. Les ventes du secteur de l'informatique ont repris compte tenu des fortes ventes de Noël et des commandes importantes d'institutions clientes. Durant cette période, les ventes se sont aussi fortement accrues pour les grossistes de produits alimentaires ainsi que de boissons, de médicaments et de tabac.

Par contre, les ventes en gros ont diminué de façon marquée dans les secteurs des vêtements et des articles de mercerie, du bois et des matériaux de construction, des machines, du matériel et des fournitures agricoles, ainsi que des machines, du matériel et des fournitures industriels. Les ventes en gros d'articles ménagers et de véhicules automobiles, de pièces et d'accessoires ont aussi fléchi. De façon générale, les grossistes de ces secteurs ont éprouvé des difficultés en décembre, causées par le manque de commandes, la hausse du nombre de marchandises retournées et le mauvais temps dans certaines régions du pays.

Parallèlement à la légère baisse des ventes en gros en décembre, la valeur des stocks des grossistes a continué de grimper pour se chiffrer à 43,7 milliards de dollars, en hausse de 0,6 %. Le ratio des stocks aux ventes est ainsi passé de 1,37 en novembre à 1,38 en décembre, atteignant un niveau que l'on n'avait pas vu depuis mars 1999. Cependant, malgré le ralentissement des ventes, les grossistes semblent mettre moins de temps à écouler leurs stocks qu'en 1998. Cette année-là, les ventes en gros avaient

Ventes en gros

Variation annuelle en %



diminué et le ratio des stocks aux ventes avait oscillé plusieurs mois entre 1,42 et 1,45.

Pour l'année 2000 dans son ensemble, les grossistes ont conclu des ventes d'une valeur de 380,3 milliards de dollars, en hausse de 6,3 % par rapport à 1999. Cependant, la croissance des ventes a été inférieure à celle de 7,8 % enregistrée en 1999. Depuis la fin de 2000, on observe un fléchissement des ventes en gros. La faiblesse des ventes a été largement répandue en 2000 puisque, parmi les 11 groupes de commerce, quatre ont enregistré un ralentissement de leurs ventes, en particulier le secteur des véhicules automobiles, des pièces et des accessoires et celui du bois et des matériaux de construction, et trois ont subi une baisse de leurs ventes.

En 2000, les grossistes de toutes les provinces ont affiché des ventes supérieures à celles de 1999. Cependant, seuls les grossistes de trois provinces ont amélioré leur rendement. Ceux de l'Alberta ont connu une hausse annuelle de leurs ventes de 12,7 %, attribuable en grande partie à la relance de l'industrie pétrolière. En Saskatchewan, les ventes se sont accrues de 9,7 %, les grossistes ayant pu tirer parti des ventes plus élevées de produits chimiques industriels et agricoles. Enfin, les grossistes de l'Île-du-Prince-Édouard, forts de leur augmentation de 3,4 % en 1999, ont enregistré une hausse de 6,3 % en 2000.

Le numéro de décembre 2000 de **Commerce de gros** (Internet : 63-008-XIB, 14 \$ / 140 \$) vient de paraître. Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (courriel : grossistesinfo@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Alexander Hays au (613) 951-3552 (courriel : haysale@statcan.ca), Division de la statistique du commerce.

Variation annuelle des ventes en gros selon le groupe de commerce

	Variation en %	
	1998 à 1999	1999 à 2000
Ensemble des groupes de commerce	7,8	6,3
Produits alimentaires	7,7	5,8
Boissons, médicaments et tabac	4,2	9,3
Vêtements et articles de mercerie	1,6	-1,7
Articles ménagers	2,9	5,4
Véhicules automobiles, pièces et accessoires	14,2	5,8
Métaux, articles de quincaillerie, matériel et fournitures de plomberie et de chauffage	6,4	4,4
Bois et matériaux de construction	13,0	1,1
Machines, matériel et fournitures agricoles	-13,7	-2,8
Machines, matériel et fournitures industriels et autres	7,3	12,2
Ordinateurs, logiciels et autres équipements électroniques	13,9	-0,9
Produits divers	1,8	11,8

Important investissement direct étranger en décembre

Les opérations en valeurs mobilières anormalement élevées en décembre sont le résultat de l'acquisition d'une importante compagnie canadienne par un investisseur étranger. D'une part, les investisseurs canadiens ont reçu des montants importants sous forme d'actions étrangères en échange de leurs avoirs dans la compagnie qui a été acquise. D'autre part, les avoirs étrangers de portefeuille dans cette même compagnie ont été achetés par l'investisseur direct étranger. Les transactions de capitaux associées à cette acquisition se contrebalancent entièrement dans la balance des paiements.

Le résultat de ces opérations, jumelées à d'autres transactions de portefeuille en décembre, s'est traduit par une diminution de 21,6 milliards de dollars des avoirs étrangers en valeurs mobilières canadiennes et par une augmentation de 16,1 milliards de dollars des avoirs canadiens en valeurs mobilières étrangères.

En décembre, les investisseurs étrangers ont réduit de 18,8 milliards de dollars leurs avoirs d'actions canadiennes. Ce désinvestissement a été centré sur l'acquisition d'une importante société canadienne, dont le portefeuille d'actions étrangères a été acheté par un investisseur direct étranger. Outre cet échange, on a observé un retour des investisseurs étrangers sur le marché secondaire, où ils ont acheté des actions en circulation pour la première fois depuis septembre. En 2000, les investisseurs

Renseignements complémentaires sur les marchés financiers

En décembre, le différentiel des taux d'intérêt à court terme a diminué à son niveau le plus bas depuis mai 2000. Il s'établissait à seulement 17 points de base, continuant de favoriser les placements aux États-Unis. Pour ce qui est du différentiel des taux d'intérêt à long terme, il s'est situé à 10 points de base en faveur des placements au Canada, une situation que l'on n'avait pas vue depuis novembre 1999.

Après avoir perdu 21,6 % de sa valeur de septembre à novembre, le cours des actions canadiennes, mesuré selon l'indice composite TSE 300, a fait une légère remontée en décembre en s'appréciant de 1,3 %. Quant au cours des actions américaines, mesuré selon l'indice Standard & Poor's 500, il a enregistré une faible hausse en décembre, mettant ainsi fin à un recul de 13,4 % au cours des trois mois précédents.

Le dollar canadien a clôturé à la hausse par rapport au dollar américain en décembre, et ce, seulement pour une troisième fois en 2000. La hausse de 1,5 cent de la valeur du dollar canadien a résulté en une baisse d'un peu plus de 2,5 cents de sa valeur par rapport au taux de clôture observé en 1999.

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Décembre 2000	1999	2000
Millions de dollars			
Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes	-21 621	5 290	18 846
Obligations (nettes)	-4 279	4 643	-17 481
Émissions en circulation	1 977	7 789	3 851
Nouvelles émissions	204	31 925	20 069
Rachats	-5 364	-35 151	-41 508
Changement aux intérêts à payer ¹	-1 095	80	107
Effets du marché (nets)	1 487	-13 415	1 118
Gouvernement du Canada	830	-6 485	-1 134
Autres effets du marché monétaire	658	-6 931	2 252
Actions (nettes)	-18 829	14 063	35 209
Émissions en circulation (incluent les rachats)	-19 445	6 036	-6 425
Nouvelles émissions	616	8 027	41 634
Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères	-16 059	-22 898	-62 857
Obligations (nettes)	99	-2 362	-4 002
Actions (nettes)	-16 158	-20 536	-58 855

1. Les intérêts courus moins les intérêts payés.

Note : Un signe négatif indique une sortie de capitaux du Canada, par exemple, un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une augmentation de l'investissement canadien à l'étranger.

étrangers ont acheté un montant record de 35,2 milliards de dollars d'actions canadiennes. Les échanges d'actions associées aux acquisitions sous forme d'investissement direct ont constitué moins de 10 % de l'augmentation nette des avoirs étrangers en actions canadiennes.

Les avoirs étrangers en obligations canadiennes ont diminué de 4,4 milliards de dollars en décembre, et ce, en baisse pour une dixième fois en l'an 2000. Pour l'année dans son ensemble, les rachats d'obligations ont totalisé 41,5 milliards de dollars. Cette somme est plus de deux fois supérieure à celle de 20,1 milliards de dollars enregistrée pour les obligations canadiennes nouvellement émises sur les marchés étrangers durant l'année. Par ailleurs, les investisseurs étrangers ont placé au cours de l'année 3,9 milliards de dollars dans les obligations canadiennes en circulation sur le marché secondaire, soit environ la moitié du montant investi en 1999. Les avoirs étrangers totaux en obligations canadiennes ont diminué de 17,5 milliards de dollars en 2000. Cette baisse, qui est la première à survenir en plus de quatre décennies, a été étendue sur le plan géographique.

Les avoirs étrangers d'effets du marché monétaire canadien ont augmenté de 1,5 milliard de dollars, poursuivant ainsi la tendance en dents de scie qu'ont suivie les investissements étrangers dans ces valeurs tout au long de 2000. Cette tendance a résulté en un faible investissement de 1,1 milliard de dollars pour l'ensemble de l'année, ce qui tranche avec l'important désinvestissement de 13,4 milliards de dollars observé en 1999.

Les investisseurs canadiens ont accru massivement leurs avoirs d'actions étrangères en investissant 16,2 milliards de dollars dans ces valeurs en décembre. La majeure partie de ce placement découlait de l'obtention d'actions étrangères échangées contre celles d'une importante société canadienne qui a été acquise dans le cadre d'un investissement direct étranger. En 2000, les

(suite à la page 6)

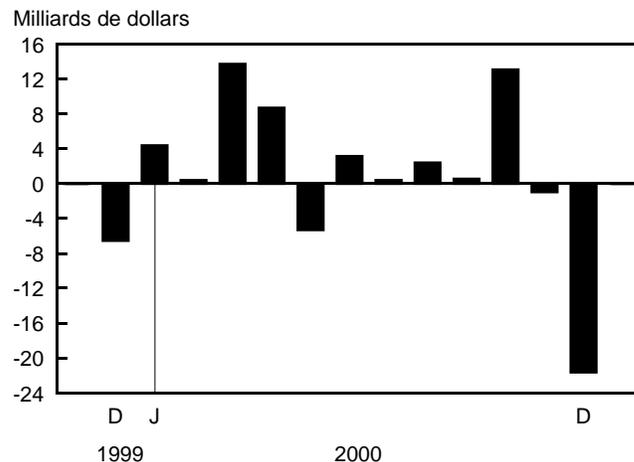
... Important investissement direct étranger en décembre

investisseurs canadiens ont ajouté 58,9 milliards de dollars à la valeur de leur portefeuille d'actions étrangères. Les limites plus élevées du contenu étranger pour les fonds d'investissements canadiens à l'abri de l'impôt ont contribué à la forte demande d'actions étrangères.

Si l'activité a été négligeable en décembre en ce qui a trait aux obligations étrangères, les investisseurs canadiens ont néanmoins accru de 4,0 milliards de dollars leurs avoirs de ces valeurs en 2000, consacrant 90 % de ce montant à des obligations américaines. L'investissement de 2000 correspond à peu près à la moyenne observée depuis 1996.

Le numéro de décembre 2000 d'Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières (Internet : 67-002-XIB, 14 \$/132 \$; papier : 67-002-XPB, 18 \$/176 \$) paraîtra bientôt. Pour plus de renseignements, communiquez avec Donald Granger au (613) 951-1864, Division de la balance des paiements et des flux financiers.

Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes¹



1. Incluent les obligations, les actions et les effets du marché monétaire.

La mise en place de la technologie informatique favorise la formation connexe

En 1999, environ 24 % de tous les établissements, qui comptaient 37 % des employés rémunérés, avaient installé une nouvelle application logicielle importante ou du nouveau matériel. Ces investissements en technologie informatique ont donné lieu à un essor de la formation liée à l'informatique, et non pas à des taux accrus de congédiement des employés ou à un ralentissement de la croissance de l'emploi, du moins au cours de l'année durant laquelle la technologie a été adoptée.

Le lien entre la formation et l'adoption de technologies informatiques est évident. Ainsi, les établissements qui ont adopté des technologies informatiques ont offert plus de formation liée à l'informatique que les autres établissements. Une proportion de 51 % des établissements qui ont adopté des technologies informatiques ont assuré de la formation connexe structurée et non structurée en 1999, par rapport à seulement 18 % des établissements qui n'ont pas adopté ce genre de technologie.

Cependant, comme l'importance des efforts déployés par les employeurs pour la formation peut varier considérablement, il est important de considérer la proportion des employés qui ont reçu de la formation. Un pourcentage de 23 % des employés des établissements qui ont mis en place du matériel ou des logiciels ont reçu de la formation liée à l'informatique, comparativement à 14 % des employés des autres établissements. Il est possible que les taux élevés de formation observés parmi ceux qui ont adopté des technologies informatiques soient simplement attribuables à un nombre plus élevé d'utilisateurs de l'informatique.

En dépit du lien étroit qui existe entre les achats de matériel et de logiciels et la formation en informatique, la mise en œuvre de technologies informatiques ne semble pas avoir de retombées sur les autres types de formation. Les employés des établissements qui investissent dans la technologie ne sont pas plus susceptibles

Note aux lecteurs

Les données du présent article sont tirées de l'Enquête sur le milieu de travail et les employés, une nouvelle enquête longitudinale menée auprès de 6 300 établissements et 24 600 de leurs employés. L'enquête porte sur l'adoption de la technologie, l'innovation, les pratiques relatives aux ressources humaines, le roulement de la main-d'œuvre et les stratégies d'entreprise des employeurs, ainsi que sur la rémunération, la formation, l'utilisation de la technologie, les heures de travail et d'autres activités des employés en milieu de travail.

Le présent article porte sur les établissements ayant adopté de la technologie informatique, c'est-à-dire sur ceux qui ont installé un nouveau logiciel important ou du nouveau matériel entre le 1^{er} avril 1998 et le 31 mars 1999. Les données excluent les mises à jour des applications logicielles et des installations matérielles existantes.

de recevoir d'autres types de formation structurée ou non structurée que leurs homologues des autres établissements.

Les activités de formation en informatique des employés vont au-delà de la formation structurée et non structurée assurée par l'employeur. En fait, lorsqu'on leur a demandé comment ils avaient acquis leurs compétences particulières en informatique, 45 % des employés ont mentionné l'autoapprentissage. Une proportion à peu près similaire (44 %) des employés ont indiqué avoir reçu de la formation en cours d'emploi de la part de leurs collègues et superviseurs ou de personnes-ressources. Ces tendances valaient tout autant pour les employés d'établissements ayant adopté la technologie informatique que pour les employés d'établissements ne l'ayant pas adoptée.

Même si l'on a pu supposer que l'adoption de technologies informatiques aurait pour effet de causer des pertes ou des gains

(suite à la page 7)

... La mise en place de la technologie informatique favorise la formation connexe

d'emploi, on constate que les emplois ne sont généralement pas moins assurés dans les établissements qui adoptent des technologies informatiques que dans les autres établissements. En fait, les taux de congédiement permanent étaient légèrement plus faibles chez ceux qui avaient adopté des technologies informatiques (3,4 %) comparativement aux autres établissements (5,1 %). De plus, les taux de congédiement n'ont pas augmenté en fonction de l'importance des investissements dans des technologies informatiques.

On peut en dire autant pour la croissance de l'emploi. Les établissements ayant adopté des technologies informatiques affichaient des taux de croissance semblables (4,4 %) à ceux des emplacements qui n'en avaient pas adopté (4,1 %). Également, les répercussions sur les emplois étaient minimales.

Toutefois, les moyennes peuvent être quelque peu trompeuses. Dans l'ensemble, on a observé une plus grande instabilité de l'emploi parmi les établissements qui avaient adopté des technologies. Il est important de souligner que les résultats ne s'appliquent qu'à une année. Les répercussions de la mise en place d'applications informatiques sur l'emploi peuvent s'additionner avec le temps. De même, les effets les plus significatifs sur l'emploi ont pu se produire lorsque les établissements ont commencé à adopter des technologies.

Pour en savoir davantage sur le présent article, communiquez avec René Morrissette au (613) 951-3608, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail. Pour plus de renseignements sur l'Enquête sur le milieu de travail et les employés, communiquez avec Howard Krebs au (613) 951-4090 (télécopieur : (613) 951-4087; courriel : labour@statcan.ca), Division de la statistique du travail.

Les dépenses en installations et en équipement ralentissent

Selon les prévisions, les investissements privés et publics, y compris dans l'habitation, augmenteront de 1,7 % en 2001, ce qui portera le total des investissements en immobilisations à 183,1 milliards de dollars. À titre de comparaison, ces investissements avaient progressé de 5,0 % en 2000.

L'investissement dans les installations et l'équipement devrait se chiffrer à 138,0 milliards de dollars, en légère hausse de 0,6 % par rapport à 2000. Cette stabilisation s'explique dans une certaine mesure par l'achèvement des grands projets d'immobilisations des dernières années. Après sept années consécutives de hausses et de forts taux d'utilisation de la capacité, il semble y avoir un ralentissement des dépenses. En particulier, l'investissement en machines et en matériel diminuera de 2,5 % pour se situer à 70,3 milliards de dollars en 2001, tandis que la construction non résidentielle devrait augmenter de 4,0 %, pour atteindre 67,7 milliards de dollars.

Il devrait y avoir une hausse de 1,7 milliard de dollars (+8,3 %) des dépenses en installations et en équipement dans les branches d'activité de l'extraction pétrolière et gazière. Dans ces branches, les prix se maintiennent à des niveaux élevés et l'activité de forage demeure vigoureuse. Cette croissance donnera lieu à des dépenses totales de 21,7 milliards de dollars.

La fin de plusieurs projets de pipelines partout au pays devrait entraîner une chute de 62,1 % des investissements dans la branche des pipelines en 2001, qui se situeront à un peu plus de 0,8 milliard de dollars. Parallèlement, les dépenses dans la branche des activités de soutien pour les transports, en grande partie dans les aéroports, progresseront de 37,5 % pour se fixer à 2,8 milliards de dollars.

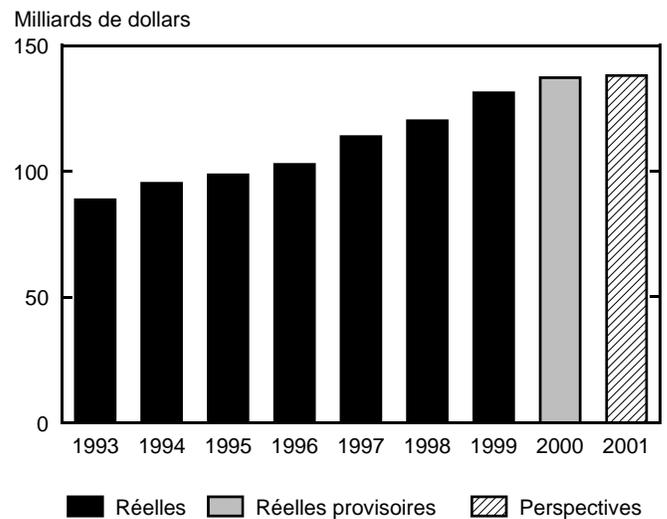
Les dépenses en matériel (comme les ordinateurs), en radiotélévision, en télécommunications et en d'autres technologies de l'information et des communications devraient représenter une grande partie des investissements en machines et en matériel en 2001. Les répondants à l'enquête ont indiqué que 32 % de leurs dépenses de 2001 seraient consacrées au matériel de technologie de pointe, comparativement à 30 % en 2000.

Dans le secteur de la fabrication, les dépenses en installations et en matériel devraient connaître leur première chute marquée

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les perspectives en matière d'investissement est menée auprès d'un échantillon de 27 000 entreprises, administrations publiques et établissements. Le taux de réponse à l'enquête, qui a été réalisée d'octobre 2000 à la fin de janvier 2001, a été de 77 %, ce qui représente 82 % du poids de l'échantillon visé. Les données du présent article sont établies en fonction de l'année civile et sont exprimées en dollars courants.

Dépenses en installations et en équipement



depuis 1992. L'achèvement de grandes installations ne semblent pas s'accompagner d'autres prévisions de dépenses. Il devrait y avoir des baisses dans 12 des 20 branches d'activité de la fabrication. Le recul des dépenses touchera en particulier la branche de la première transformation des métaux et celle des produits du bois, où un certain nombre d'usines sont en train d'être mises en marche. La plus grosse augmentation des dépenses aura lieu dans la branche des produits informatiques et électroniques.

(suite à la page 8)

... Les dépenses en installations et en équipement ralentissent

Dans la construction résidentielle, l'investissement devrait s'accroître pour une sixième année d'affilée et atteindre 45,0 milliards de dollars, en hausse de 5,4 % par rapport à 2000. La rénovation devrait atteindre un sommet inégalé de 19,7 milliards de dollars, en hausse de 6,0 %. La construction de logements

neufs devrait progresser de 4,6 %. La plus grande croissance devrait se produire en Ontario, suivi du Québec et du Manitoba.

La publication *Investissements privés et publics au Canada, perspective 2001* (Internet : 61-205-XIB, 35 \$) vient de paraître. Pour plus de renseignements, communiquez avec Gilbert Paquette au (613) 951-9818 (courriel : gilbert@statcan.ca) ou composez sans frais le 1 800 571-0494, Division de l'investissement et du stock de capital.

Nouveautés de Statistique Canada



L'Observateur économique canadien Février 2001

Le numéro de février de la publication vedette de Statistique Canada portant sur les statistiques économiques, *L'Observateur économique canadien*, analyse les conditions économiques actuelles, comprend un sommaire des principaux événements économiques de janvier et présente une étude spéciale sur le secteur des services informatiques.

Un aperçu statistique séparé fournit également une gamme étendue de tableaux et de graphiques contenant les principales séries chronologiques de l'économie du Canada, des provinces et des grands pays industrialisés.

Le numéro de février 2001 de *L'Observateur économique canadien* (papier : 11-010-XPB, 23 \$ / 227 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627 (courriel : oec@statcan.ca), Groupe de l'analyse économique de conjoncture.

Conditions d'habitation dans les régions essentiellement rurales 1996

Le bulletin d'analyse *Conditions d'habitation dans les régions essentiellement rurales*, le 12^e d'une série présentant les tendances qui caractérisent le Canada rural, offre un profil des conditions du logement dans les régions essentiellement rurales à partir des données du Recensement de la population de 1996. Il est publié en collaboration avec le Secrétariat rural d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

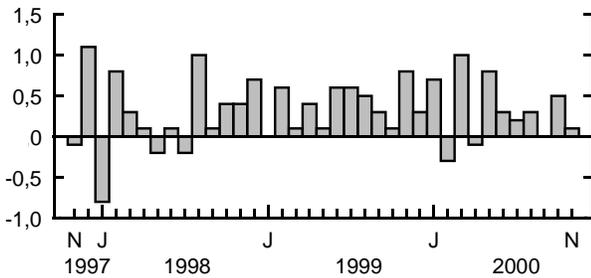
Ce bulletin présente un intérêt particulier pour les chercheurs, les universitaires et les planificateurs municipaux. Les logements des ménages des régions essentiellement rurales sont comparés à ceux des ménages des régions essentiellement urbaines selon les critères de taille, de condition et d'abordabilité établis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Par exemple, en 1996, 31 % des ménages des régions essentiellement rurales ne répondaient pas aux normes de la SCHL comparativement à environ 39 % pour les ménages des régions essentiellement urbaines.

Le bulletin *Conditions d'habitation dans les régions essentiellement rurales* (Internet : 21-006-XIF, gratuit) est accessible dans le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca. À la page « Produits et services », choisissez « Publications gratuites », puis « Agriculture ». Pour plus de renseignements, composez sans frais le 1 800 465-1991 ou communiquez avec Ray Bollman au (613) 951-3747 (télécopieur : (613) 951-3868; courriel : ray.bollman@statcan.ca), Division de l'agriculture.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

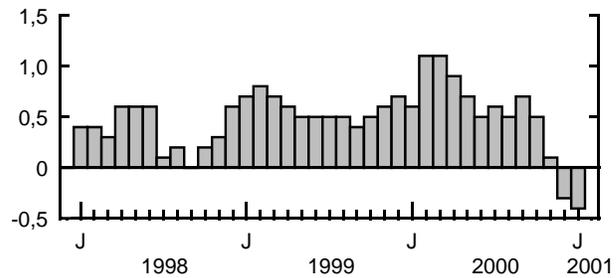
Variation mensuelle en %



En novembre, le produit intérieur brut a peu bougé, en hausse de 0,1 % par rapport à octobre, en raison du ralentissement de la demande nord-américaine de produits automobiles.

Indice composite

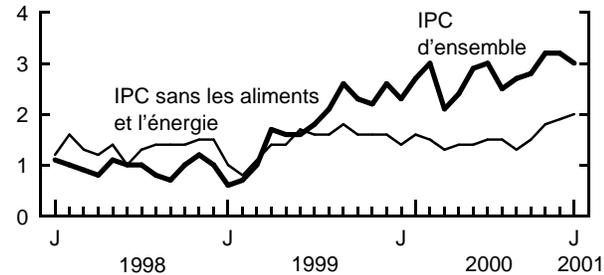
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé a enregistré une baisse de 0,4 % en janvier après celle de 0,3 % observée en décembre, en concordance avec un ralentissement de l'économie.

Indice des prix à la consommation

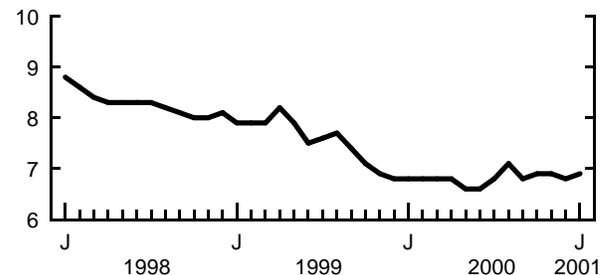
Variation annuelle en %



En janvier, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 3,0 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 2,0 %.

Taux de chômage

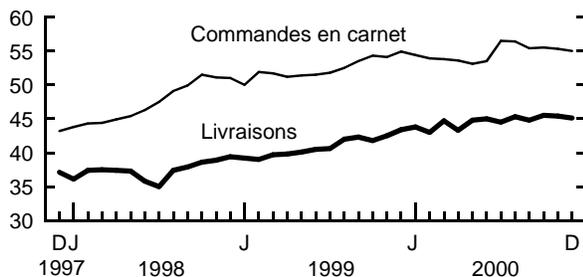
%



En janvier, le taux de chômage a légèrement augmenté de 0,1 point pour se situer à 6,9 %.

Fabrication

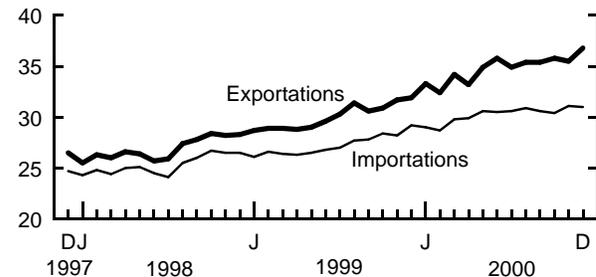
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont diminué de 0,8 % en décembre, pour totaliser 45,1 milliards de dollars. Les commandes en carnet se sont repliées de 0,6 % pour se chiffrer à 55,0 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En décembre, les exportations ont progressé de 3,7 %, pour se fixer à 36,8 milliards de dollars. Les importations ont légèrement reculé de 0,4 %, pour se situer à 31,0 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	décembre*	796,2	0,2 %	3,3 %
Indice composite (1992 = 100)	janvier	166,3	-0,4 %	6,1 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	4 ^e trim. de 2000*	54,0	2,2 %	13,9 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	3 ^e trim. de 2000	86,9	-0,1 †	1,5 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	décembre	23,7	0,9 %	5,1 %
Ventes des grands magasins (milliards de dollars)	décembre	1,57	3,3 %	9,8 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	décembre	131,2	2,5 %	-8,9 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	décembre	31,7	-0,1 %	1,7 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	janvier	15,07	0,0 %	1,9 %
Taux de chômage (%)	janvier	6,9	0,1 †	0,1 †
Taux d'activité (%)	janvier	66,1	-0,1 †	0,4 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	décembre*	631,87	0,0 %	2,4 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	janvier	177	-2,2 %	4,7 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	décembre	36,8	3,7 %	15,7 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	décembre	31,0	-0,4 %	6,3 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	décembre	5,8	1,4	3,2
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	décembre	45,1	-0,8 %	4,0 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	décembre	44,7	-1,2 %	1,1 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	décembre	55,0	-0,6 %	0,0 %
Ratio des stocks aux livraisons	décembre	1,35	-0,01	0,07
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	janvier	114,7	-0,3 %	3,0 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	janvier*	128,6	-0,2 %	3,1 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	janvier*	144,0	0,7 %	6,4 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	décembre	104,4	0,1 %	2,4 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Revue hebdomadaire

Rédactrice en chef : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
 Chef, Diffusion officielle : Madeleine Simard, (613) 951-1088; simamad@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 22 au 28 février 2001

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Conditions d'habitation dans les régions essentiellement rurales	1996	21-006-XIF	gratuit
Production de fruits et légumes	février 2001	22-003-XIB	23 / 46
La revue laitière	4 ^e trim. de 2000	23-001-XIB	27 / 89
La revue laitière	4 ^e trim. de 2000	23-001-XPB	36 / 119
Stocks de viande congelée	février 2001	23-009-XIF	gratuit
ANALYSE ÉCONOMIQUE DE CONJONCTURE			
L'Observateur économique canadien	février 2001	11-010-XPB	23 / 227
COMMERCE INTERNATIONAL			
Le commerce international de marchandises du Canada	décembre 2000	65-001-XIB	14 / 141
Le commerce international de marchandises du Canada	décembre 2000	65-001-XPB	19 / 188
COMPTES DES REVENUS ET DES DÉPENSES			
Comptes des flux financiers	4 ^e trim. de 2000	13-014-DDB	300 / 1 200
Comptes des flux financiers : tableaux et document analytique	4 ^e trim. de 2000	13-014-PPB	50 / 180
Comptes nationaux des revenus et dépenses	4 ^e trim. de 2000	13-001-DDB	125 / 500
Comptes nationaux des revenus et dépenses : tableaux et document analytique	4 ^e trim. de 2000	13-001-PPB	50 / 180
Estimations du revenu du travail	décembre 2000	13F0016DDB	250 / 1 000
Estimations du revenu du travail : tableaux et document analytique	décembre 2000	13F0016XPB	20 / 200
COMPTES ET STATISTIQUE DE L'ENVIRONNEMENT			
Éconnexions : pour lier l'environnement et l'économie — Indicateurs et statistiques détaillées	2000	16-200-XKF	80
Profil géographique de la production de fumier	1996	16F0025XIB	gratuit
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Contreplaqués de construction	décembre 2000	35-001-XIB	5 / 47
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	décembre 2000	31-001-XIB	15 / 147
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	décembre 2000	31-001-XPB	20 / 196
Fil d'acier et certains produits de fil métallique	décembre 2000	41-006-XIB	5 / 47
Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre	janvier 2001	44-004-XIB	5 / 47
Papier-toiture asphalté	janvier 2001	45-001-XIB	5 / 47
Produits pétroliers raffinés	octobre 2000	45-004-XIB	16 / 155
Produits pétroliers raffinés	octobre 2000	45-004-XPB	21 / 206
Statistiques de bois à pâte et de déchets de bois	décembre 2000	25-001-XIB	6 / 55
Transport et distribution du gaz naturel	novembre 2000	55-002-XIB	13 / 125
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Investissements privés et publics au Canada	perspectives de 2001	61-205-XIB	35
MÉTHODOLOGIE			
Technique d'enquête, vol. 26, n° 2	décembre 2000	12-001-XPB	47
STATISTIQUE DU COMMERCE			
Commerce de détail	décembre 2000	63-005-XIB	16 / 155
Commerce de gros	décembre 2000	63-008-XIB	14 / 140
STATISTIQUES SUR LA SANTÉ			
Le fichier de conversion des codes postaux plus		82F0086XDB	gratuit
Rapports sur la santé, vol. 12, n° 2		82-003-XIF	15 / 44
Rapports sur la santé, vol. 12, n° 2		82-003-XPB	20 / 58
TRANSPORTS			
Aviation, bulletin de service, vol. 33, n° 1		51-004-XIB	8 / 82

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPB, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Calendrier des principaux communiqués : mars 2001

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
			1	2
5	6	7	8	9
		Permis de bâtir , janvier 2001 Indice de l'offre d'emploi , février 2001		Enquête sur la population active , février 2001 Taux d'utilisation de la capacité industrielle , 4 ^e trim. de 2000
12	13	14	15	16
Indice des prix des logements neufs , janvier 2001	Projections démographiques* , 2000 à 2026	Ventes de véhicules automobiles neufs , janvier 2001	Enquête sur la sécurité financière* , 1999	Voyages entre le Canada et les autres pays , janvier 2001
19	20	21	22	23
	Commerce international de marchandises du Canada , janvier 2001 Commerce de gros , janvier 2001	Indice des prix à la consommation , février 2001 Commerce de détail , janvier 2001	Indice composite , février 2001 Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières , janvier 2001 Assurance-emploi , janvier 2001	Enquête mensuelle sur les industries manufacturières , janvier 2001
26	27	28	29	30
Accès et utilisation des technologies de l'information et des communications* , 2000	Comptes du bilan national* , 2000 Bilan des investissements du Canada* , 2000	Indicateurs nationaux du tourisme* , 4 ^e trim. de 2000	Indices des prix des produits industriels et des matières brutes , février 2001 Emploi, rémunération et heures de travail , janvier 2001 Productivité du travail, rémunération horaire et coût de main-d'œuvre , 4 ^e trim. de 2000	Produit intérieur brut réel par industrie au coût des facteurs , janvier 2001

Note : Les dates de diffusion des communiqués principaux sont fixes, sauf celles des communiqués suivis d'un astérisque, qui peuvent varier. Un calendrier plus détaillé des communiqués diffusés à date fixe est disponible pour l'année complète sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».